

voulaient voir dans ce voyage un acheminement vers l'Europe des Souverains désillusionnés du Mexique. Déjà ?

Le Maréchal, fidèle à son mandat de veiller sans cesse à la marche des affaires, avait plusieurs fois exposé à Maximilien combien son absence de Mexico serait regrettable et mal appréciée. Il l'avait enfin conjuré de renoncer pour le moment à son projet de voyage, qui, du reste, n'apporterait pour l'affermissement de son Empire qu'un concours presque nul, le Yucatan étant un pays qui ne marchait pas à l'unisson du Mexique entier et fort peu inféodé à la cause de Juarez, ne demandant pas mieux que de rester fidèle à la cause impériale. Maximilien se décida enfin à renoncer au voyage, laissant à l'Impératrice le soin d'aller, par sa gracieuse influence, réchauffer les sentiments de la population aztèque qui attendait la venue des Souverains, plusieurs fois annoncée.

L'Impératrice Charlotte partit le 6 novembre, accompagnée du ministre d'Etat et de celui de la Justice, des ministres de Belgique et d'Espagne et d'une partie de sa cour. Elle se rendit à Vera-Cruz où elle s'embarqua sur le *Tampico*, vapeur mexicain qui, d'habitude, faisait des voyages sur New-York. La frégate autrichienne *Dandolo*, presque toujours mouillée à Vera-Cruz, l'escorta dans son voyage maritime. La traversée du golfe de Mexique était courte, mais elle fut particulièrement désagréable. L'Impératrice eut la mauvaise fortune de subir un de ces coups de vent du Nord qui, en cette saison, sont souvent terribles. Le 23, elle faisait son entrée à Merida, la capitale, au milieu d'un immense enthousiasme.

## CHAPITRE II

### COUP D'ETAT DE JUAREZ

---

Situation intérieure de l'Empire, fin de 1865. — Situation extérieure. — Attitude des Etats-Unis. — Relations incorrectes des autorités américaines de la frontière. — Violations de neutralité. — Apparences de conflit. — Précautions et mesures défensives prises par le Maréchal. — Exposé de la situation entre les Etats-Unis, la France et le Mexique. — Rapports du maréchal Bazaine. — Opinions d'Américains. — Complot de Santa-Anna. — Incident de Béarn. — Situation militaire. — Affaire de Monterey. — Fantaisies stratégiques de Maximilien. — Découragement des populations. — Mouvement d'opinion vers la France.

Quelle était donc, en cette fin d'année, la situation générale de l'Empire ? Etait-elle partout assez rassurante pour que l'Empereur ait cru pouvoir s'éloigner des affaires et voyager ?

A l'intérieur, on pouvait constater une légère amélioration de la situation dans un certain nombre de départements, ceux principalement qui faisaient partie des grands commandements où se trouvaient nos troupes. C'était une conséquence du décret de mise hors la loi des dissidents en armes qui, en révélant l'énergie, la fermeté de l'Empereur, avait ravivé celles des fonctionnaires et chefs militaires mexicains. On signalait nombre d'agents civils qui n'avaient pas hésité à faire fusiller les Libéraux pris les armes à la main. En outre, de nombreux dissidents avaient fait leur soumission à l'Empire. Cette spontanéité parut même singulière de la part de gens si acharnés à la lutte ; on pensa que ce mouvement insolite de soumissions pouvait n'être que si-

mulé et provenir d'un mot d'ordre donné afin d'attendre un événement favorable qu'on préparait pour faire reprendre les armes à ces faux ralliés.

En outre, ce qui était plus significatif, on constatait que dans plusieurs provinces, les populations reprenaient de l'énergie, poursuivaient et attaquaient résolument les bandes qui parcouraient encore le pays. Lorsque les gardes rurales, préconisées par le Maréchal, étaient bien commandées, elles rendaient de bons services. Mais ce n'était pas le cas partout, parce que beaucoup de préfets ou gouverneurs mexicains n'étaient pas loyalement dévoués au régime impérial. Le Maréchal, avisé par ses commandants militaires, signalait bien ces fonctionnaires dangereux au Gouvernement, mais celui-ci ne tenait aucun compte de ces avertissements, ce qui était très regrettable. Dans les départements où se trouvaient des fonctionnaires convenables, il existait une entente parfaite entre eux et les commandants militaires français, aussi la situation était satisfaisante à tous les points de vue. Mais dans les centres où cette entente n'existait pas, parce que les fonctionnaires étaient lâches ou infidèles, les affaires allaient mal et les populations s'éloignaient de l'Empire. Cependant, à force de réclamations, d'observations, l'Empereur commençait à voir clair; son bon sens semblait reprendre quelque influence sur ses partis pris, obstinés à livrer son Empire à des fonctionnaires incapables ou coupables. En effet, Sa Majesté écrivit au Maréchal pour l'informer qu'elle *n'avait pas encore commencé à gouverner* (?), et lui demandait de lui remettre un travail comportant ses appréciations sur les autorités en fonctions et sur les personnages qu'il conviendrait « de remplacer comme nuisibles ». Cette demande était une naïveté ou un persiflage. Depuis des mois, le Maréchal avait journallement signalé tous ces gens-là à l'attention de l'Empereur et sollicité leur remplacement; il les connaissait donc surabondamment. Néanmoins, Bazaine, toujours correct et dévoué, se prêta de la meilleure grâce à cette nouvelle fantaisie qui aurait dû être

inutile. Il fit un énorme mémoire, établi avec la plus grande conscience, mais sans s'illusionner sur le sort qui, vraisemblablement, lui serait réservé. Il exprimait, du reste, à son ministre ses sentiments à ce sujet dans son rapport du 9 décembre 1865 :

« ... Malheureusement, il n'y a peut-être pas lieu de fonder de grandes espérances sur cette nouvelle résolution du Souverain. Déjà, le 9 mai dernier, j'adressais à l'Empereur la note jointe à ce rapport et que je faisais suivre de l'envoi d'un travail consciencieux représentant tous les renseignements que j'avais pu recueillir sur les hommes en évidence de l'Empire. Le résultat de cette démarche a été nul jusqu'à ce jour; la seconde sera peut-être plus fructueuse, maintenant que l'Empereur se trouve débarrassé, comme il le dit, « du travail législatif qui l'a occupé jusqu'à ce jour ». Cette réflexion est empreinte de la plus fine ironie ! Cependant, le Maréchal ajoutait : « On prétend que Sa Majesté, jetant un coup d'œil rétrospectif sur le temps perdu depuis son avènement, serait disposée à changer de politique intérieure et à rapprocher d'elle l'élément interventioniste qui seul peut lui donner de la force en amenant l'unité d'action. » Il était grandement temps de changer de système, si toutefois il n'était pas déjà trop tard, surtout quand on considère l'étonnant tableau d'anarchie gouvernementale militaire que trace le Maréchal ! « J'ai déjà signalé les difficultés que j'ai eues pour arrêter le général Thun dans l'expédition qu'il avait entreprise contre mon gré dans la Sierra de Puebla. Chacun tire à soi de la même manière : cabinet militaire de l'Empereur, ministère de la Guerre, les généraux placés à la tête des divisions territoriales, tous veulent augmenter leur importance en disposant des troupes mexicaines, et cela bien naturellement au détriment de mes combinaisons et de la sécurité du pays. »

C'était une vraie pétaudière que cette armée impériale !

A l'extérieur, au point de vue diplomatique, la situation paraissait plus pacifique à Washington. Mais si le Gouver-

nement des Etats-Unis faisait licencier des régiments de nègres dans l'armée de la frontière et ramener vers la Nouvelle-Orléans son noir personnel, il n'en était pas moins certain que le reste de cette armée encore très important était tenu journellement sur le pied d'une entrée en campagne immédiate. Si le Gouvernement américain ne laissait pas prévoir une rupture rapprochée, il se tenait néanmoins prêt à la guerre que pouvait faire éclater le moindre incident de frontière, aussi bien qu'une pression de l'opinion politique dans le Nord de l'Union. Ce n'était pas, en effet, pour rester sur la rive gauche du Rio del Norte qu'on réunissait des approvisionnements énormes, qu'on préparait des équipages de pont, mais bien pour passer de l'autre côté du fleuve.

D'ailleurs, les autorités américaines de la frontière manifestaient en toutes circonstances une insolence et un arbitraire qui étaient toujours un danger de conflit, surtout en raison des violations constantes de la neutralité.

Dernièrement, la place forte de Matamoros avait été attaquée, inutilement il est vrai, par une force dissidente dont l'importance numérique, deux ou trois mille hommes, indiquait qu'elle devait comprendre un grand nombre de flibustiers américains. En outre, les attaques avaient été suspendues en raison du défaut de munitions; mais quelques jours après, les assiégeants reçurent trois cents caisses de munitions envoyées du camp américain par ordre du général Shéridan lui-même. Cet envoi n'était même pas dissimulé, car les caisses avaient été vues portant l'adresse officielle de « République mexicaine ».

Il y a lieu même de remarquer que ces actes de violation de neutralité prenaient un caractère de gravité nouvelle chaque fois plus accusé, plus précis et moins déguisé. C'est ainsi que dans les premiers jours de novembre se produisit un grave incident.

A l'embouchure du Rio del Norte, au petit port de Bagdad, stationnait un petit vapeur mexicain, l'*Antonia*, monté par un équipage de marins français et commandé par un enseigne

de vaisseau, M. de la Bédollière, celui même qui avait été envoyé en mission secrète à Brunswil pour examiner l'armée américaine. Dans les premiers jours de novembre, ce petit bâtiment, armé seulement de deux canons, naviguait sous les couleurs mexicaines et françaises et remontait le fleuve, se rendant à Matamoros, lorsqu'il fut assailli, pendant plusieurs heures, par des ennemis nombreux postés sur la rive mexicaine. Voyant le peu de résultat de leur attaque, un certain nombre d'entr'eux passèrent sur la rive américaine d'où on tira également des coups de feu sur l'*Antonia* qui, du reste, continua sa route sans riposter, bien qu'elle eût reçu plusieurs projectiles à bord. Il y avait là, sans conteste, un acte de guerre bien caractérisé.

Voilà pour le fait de violation de neutralité. Quant à la question d'insolence dans les communications des autorités américaines, voici qui la concerne dans un corollaire de l'incident qui la précède ! Le capitaine de vaisseau Cloué, commandant notre division navale du golfe, adressa une protestation au général américain Weitzel, commandant le district où s'était produite l'agression; mais cet étonnant général renvoya la protestation sous le prétexte qu'elle était irrespectueuse pour lui et pour son Gouvernement. Alors, le commandant Cloué lui riposta avec énergie et grande dignité. Puis, il lui envoya une deuxième protestation visant spécialement les coups de feu reçus par l'*Antonia* et provenant de la rive américaine. A cette deuxième plainte, l'encore plus étonnant général Weitzel répondit par une lettre non signée que le commandant Cloué renvoya à son auteur avec une réponse appropriée à l'inconvenance du message américain.

Les copies intégrales de ces correspondances échangées furent envoyées, par le Maréchal, au Gouvernement français, et on put apprécier, à Paris, la courtoisie protocolaire de ce général qui traitait comme un confrère, confédéré sans doute, le distingué marin français qui fut depuis le très honorable amiral Cloué.

Cette attitude des autorités américaines sur la frontière

constituait un champ fertile en excentricités de toute nature, généralement peu ordinaires. C'est ainsi que, dans son rapport du 9 novembre, le Maréchal faisait connaître une conception intellectuelle des Américains, qui révèle dans l'esprit de leurs chefs militaires une étrange notion des saines doctrines de la stratégie : « A Mexico, on prête aux Américains l'intention d'envahir les provinces du Nord du Mexique dans les parties occupées encore par les dissidents. » Le général de Castagny faisait connaître, en effet, que des forces de cinq à six mille hommes venaient de s'établir dans cette région, où se trouvait Juarez. « Ils auraient par là la folle prétention de ne pas s'attirer la guerre avec la France, en se bornant à tenir garnison chez leur allié Juarez au même titre que nous tenons garnison chez notre allié Maximilien. » Cette combinaison stupéfiante est une trouvaille que n'aurait pas désavoué Machiavel et qui honore grandement l'imagination américaine. Elle s'expliquait ainsi : « Leur but, dans ce cas, serait d'aider l'ex-président Juarez à garder pied sur le sol mexicain, à lui permettre d'augmenter ses ressources, et enfin à empêcher à jamais l'Empire de se consolider. » Pour réaliser ce projet, il fallait procurer des fonds à Juarez. Aussi, un emprunt de trente millions de piastres venait d'être lancé sur le marché de New-York, ce qui pouvait être considéré comme un acheminement vers cette politique. On prétend même que, malgré l'instabilité des garanties offertes par Juarez, il ne manquerait pas de souscripteurs, surtout si le Gouvernement de Washington patronnait l'emprunt. »

Tous ces faits, toutes ces manifestations de sentiments, hostiles tout au moins, étaient bien de nature à entretenir dans l'esprit du maréchal Bazaine les plus légitimes appréhensions, d'autant que le sentiment public était très impressionné et que les nouvelles plus ou moins vraisemblables, les appréciations les plus variées venant de différentes sources, faisaient naître les incertitudes les plus énervantes.

A Mexico, les personnalités américaines sudistes, les ex-

généraux confédérés, présentaient leurs compatriotes restés aux Etats-Unis comme désillusionnés sur les conditions que subiraient les Etats vaincus. L'administration de Washington prodiguait plus de belles paroles qu'elle ne prenait d'utiles mesures. Ces émigrés confédérés déclaraient que la réaction, qui se produisait après la période de lassitude et d'épuisement qui avait fait accepter la fin de la guerre, constituait pour la France des circonstances très favorables pour tenir le langage qui lui conviendrait, et ils admettaient que devant le danger qui existait pour le Nord américain de réveiller dans le Sud une opposition sérieuse, il y aurait de grandes chances pour que la France obtint la consolidation de son œuvre au Mexique par la reconnaissance de l'Empire. Pour cela, il lui suffirait peut-être de tenir un langage à la fois ferme et de nature à ménager l'amour-propre des Américains. Dans cet ordre d'idées, les Confédérés pensaient qu'il serait sage de ne mettre en avant la question de nos griefs relatifs à la conduite des Américains sur le Rio del Norte que si la question principale de la reconnaissance recevait aux Etats-Unis un mauvais accueil. En reléguant ainsi au second plan une discussion de nature à froisser la susceptibilité nationale, on aurait l'avantage de ne pas rendre la guerre, contre nous, populaire aux Etats-Unis et, d'autre part, on obtiendrait un stimulant qui pût entraîner l'opinion publique en France si la guerre devenait nécessaire.

Ils ajoutaient enfin que, dans cette dernière hypothèse, le moment était très favorable à la France et que les circonstances lui permettaient de parler très énergiquement, sinon très haut. D'autre part, ils faisaient remarquer que si l'occasion pour le Sud de reconquérir son indépendance ne se retrouvait pas dans les difficultés qui pourraient surgir entre les Etats-Unis et les autres puissances, l'émigration gigantesque qui se produirait alors prouverait combien serait difficile la situation dans laquelle se trouverait le Gouvernement de Washington.

Ces appréciations étaient fort justes et sagement raison-

*General  
Rafael Aguirre Colorado*

nées. Je les ai entendu formuler moi-même sous diverses formes par les généraux et hommes politiques du Sud avec qui je fréquentais à Mexico. Elles étaient sur toutes les lèvres, et le Maréchal les communiqua intégralement à Paris, ainsi même qu'une nouvelle fort suggestive, émanant de notre consul à New-York et qui était de nature à faire admettre en France la possibilité d'un conflit. Un M. Soulé, très importante personnalité politique américaine, qui avait dû suivre la cause confédérée et y avait perdu une immense fortune, avait eu, avec le président Johnson, une conversation des plus caractéristiques. M. Soulé ayant exprimé l'opinion que tôt ou tard le Mexique serait américain, le Président répondit : « Mais cela ne nous suffit pas, il faut que ce soit plus tôt. » C'était catégorique et de nature à rendre sceptique à l'égard des déclarations pacifiques et d'apparence honnête que faisait diplomatiquement et officiellement le même Président. Tous ces symptômes étaient loin d'être optimistes. Aussi le Maréchal s'était-il, depuis quelque temps, précautionné pour n'être pas pris au dépourvu. Quel est donc le général en chef, digne de ce nom, qui, se trouvant en pareille occurrence, à deux mille lieues de sa patrie, n'eût pas agi de la sorte ? C'est ainsi que, dès le mois de septembre, il avait réuni les chefs de service de l'artillerie, du génie, de l'intendance et, leur ayant exposé la probabilité d'une guerre prochaine avec les Etats-Unis, il les avait invités à prendre d'urgence toutes les dispositions que comporterait cet événement possible. En outre, il avait donné l'ordre à ses généraux d'étudier les moyens de défense à appliquer à toutes les voies de pénétration du Nord par lesquelles l'ennemi pourrait opérer dans le Mexique, ainsi que celles donnant accès du golfe du Mexique, sur les plateaux, principalement de Vera-Cruz à Mexico. L'intendance s'assura de l'existence des ressources de toutes natures qui pourraient, au moment opportun, constituer des approvisionnements considérables en vivres et en moyens de transport. Le génie avait préparé un projet de la défense de Mexico, projet très

complet et très remarquable qui rendait inexpugnable la capitale de l'Empire. Je l'ai sous les yeux : la grande ville devait être enserrée par une ligne presque continue renforcée par des bastions, des redans, des demi-lunes, et appuyée en avant par huit grands forts fermés établis au débouché de toutes les voies accessibles. Dès le mois de novembre, tout était prêt pour commencer les travaux et l'artillerie avait pris ses dispositions pour assurer l'armement. Enfin cette enceinte presque continue était renforcée par une ligne de forts détachés à construire au loin, en avant, de manière à constituer un immense camp retranché comprenant presque toute la riche et fertile vallée de Mexico dans laquelle une armée pourrait vivre longtemps. A l'époque où la possibilité d'un conflit s'accusait plus nettement, à la fin de 1865, le Maréchal n'avait plus qu'un ordre à donner pour que les travaux fussent immédiatement mis en œuvre. L'Empereur Napoléon III était informé de cette situation.

Il était indispensable que notre Empereur se rendit un compte exact des conditions matérielles dans lesquelles se trouvait notre puissance militaire au Mexique, surtout pour le cas où notre armée aurait à tenir tête à de nouveaux adversaires. Il devait pouvoir adopter, selon les événements, la conduite politique que commanderaient la dignité et les intérêts de la France devant l'attitude du Gouvernement des Etats-Unis, d'autant que cette attitude présentait une gravité plus grande encore que celle ressortant des relations entre les autorités militaires en présence sur le Rio del Norte, et même que celle des violations de neutralité plus ou moins indirectes qui s'étaient produites à la frontière.

A la fin de novembre, ce Gouvernement nomma le général Legan, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis auprès de Juarez. Cet événement diplomatique causa une grande émotion, aussi bien aux Etats-Unis qu'au Mexique. On se demandait des deux côtés quel objectif poursuivait ainsi le Gouvernement de la Maison-Blanche. Cette mesure était une offense directe envers la

France. Le ministre des Affaires étrangères américain avait beau répondre à notre ambassadeur, demandant des explications, que cette mesure était nécessitée uniquement par des considérations de politique intérieure, elle n'en était pas moins inconvenante, incorrecte à notre égard et injustifiée si on n'avait pas des intentions formellement hostiles. M. Seward n'eût pas osé lancer un pareil brûlot incendiaire dans le jeu d'une nation chatouilleuse dans sa dignité, comme elle l'était alors en France, s'il n'avait pas été assuré d'avoir à Paris des alliés secrets qui feraient tout pour empêcher l'Empereur Napoléon de relever le gant. Car, au fond, les Américains étaient trop pratiques pour se lancer dans les aventures d'un conflit armé avec nous. Le bluff était la seule arme dont ils se proposaient d'user. Ils voulaient seulement, en proclamant ainsi, *urbi et orbi*, la persistante existence politique et morale du président Juarez, raviver contre nous la résistance expirante de ses partisans. On donnait à cette abstraction gouvernementale de l'argent, des armes, des hommes, des encouragements, des ambassadeurs, le pain et le vin enfin ! Mais on ne se serait pas décidé à déclarer pour elle la guerre à la France. Conséquemment, en considérant les dessous de cette affaire, le procédé diplomatique était peu digne.

Enfin, pour compléter cette série de manifestations et d'actes peu rassurants, la fin de l'année fut marquée, au point de vue de la situation extérieure, par un gros événement moral qui devait, dans les esprits attentifs et dégagés de pessimisme aussi bien que d'optimisme, répandre une certaine lumière sur les probabilités de l'avenir et raviver à nouveau une légitime inquiétude au Mexique. Ce fut le message que lut, à l'ouverture du nouveau Congrès aux Etats-Unis, le président Johnson.

Si ce document ne comportait pas le coup de clairon que pouvaient faire craindre les actes indirects accomplis et les manifestations morales commises, il n'en était pas moins certain qu'il ne donnait aucune garantie pour le maintien

de la paix matérielle, et les esprits réfléchis y trouvaient la preuve du contraire. D'après les paroles du Président, la politique des Etats-Unis vis-à-vis du Mexique ne s'affirmait dans aucun sens; elle restait intentionnellement nébuleuse et présentait même des réserves autorisant toutes les hypothèses. On ne pouvait espérer que le Président se prononcerait nettement dans un sens ou dans l'autre, lorsqu'on envisageait la situation dans laquelle se trouvait le Gouvernement au sortir du cataclysme intérieur qui avait failli l'engloutir, lorsqu'on appréciait les complications de toutes sortes en face desquelles il se trouvait et celles qui pouvaient surgir au cours des événements futurs. En raison de cette situation et des perspectives dont il fallait tenir compte, on devait admettre que les Etats-Unis ne pouvaient raisonnablement se lancer dans une guerre dont les résultats étaient forcément aléatoires même dans leur esprit. Un pareil événement ne pourrait être à redouter que s'il se produisait, comme en 1846, lors de leur guerre contre le Mexique, où il fut la conséquence d'un coup de tête du général américain qui commandait à la frontière. La sagesse la plus pratique commandait d'attendre au moins que le pays fût remis des secousses qu'il venait de subir et que ses plaies fussent à peu près cicatrisées.

D'autre part, le Président aurait pu régler la question de paix avec l'Empire du Mexique; mais ce qui prouvait ses intentions formellement opposées, et ses arrière-pensées pour l'avenir, c'est qu'il ne le fit en aucune façon. Tout au contraire, dans la partie de son message concernant la question extérieure, le Président réservait pour l'avenir sa liberté d'action et insistait même sur les principes peu pacifiques qui faisaient la base de la politique extérieure des Etats-Unis. Tout en laissant comprendre que pour le moment il n'était pas prêt à entrer en lutte, il s'attachait à accuser une protestation contre toute espèce d'intervention étrangère dans les Amériques. Et pourtant, comme je l'ai déjà dit et ne saurais trop le répéter, sans une intervention de ce genre

que l'Angleterre et la France connaissent bien, l'orgueilleuse Union n'existerait pas et M. Johnson n'eût pas eu à parler en son nom.

Je ne puis résister au désir de reproduire l'appréciation formulée à l'égard de la mentalité des Etats-Unis alors, par le maréchal Bazaine et que je crois trop juste et trop remarquable pour la laisser dans l'oubli des cartons du ministère de la Guerre où on devrait la trouver dans son rapport du 28 décembre 1865.

« La netteté avec laquelle le président Johnson déclare se constituer, en Amérique, le défenseur des institutions républicaines, prétendant admettre comme un fait supérieur à toute discussion que le globe terrestre se trouve divisé en deux zones dont l'une ne peut rien avoir à faire avec l'autre, indique suffisamment à quel degré d'orgueil en sont arrivés les Américains et combien les a grisés l'expérience qu'ils viennent récemment de faire de leur propre puissance.

« En voyant la marche que suit rapidement son langage hautain, on est tenté de se demander si bientôt ils ne déclareront pas que leur hémisphère est supérieur au nôtre et s'ils ne chercheront pas à nous imposer leur volonté ! »

Dans ce même rapport et en dehors du jugement remarquable qu'a formulé le Maréchal, se présente un paragraphe qui, pour nous autres Français, offre bien un contraste des plus suggestifs. D'une part et bien qu'il soit de nature à amoindrir la hardiesse de leurs sentiments, il rend un juste hommage au patriotisme américain; mais, d'autre part, il fait ressortir d'une façon cruelle pour notre amour-propre national l'antipatriotisme de certains Français que j'ai eu, du reste l'occasion de stigmatiser déjà, alors que l'on démontrait que cet antipatriotisme était rémunéré !

« Il me revient de différentes sources qu'ils (les Américains) comptent beaucoup sur l'opposition en France pour les soutenir dans leurs projets. A ce propos, dans un rapport qui m'est adressé par le commandant de Tampico, il m'est dit que les dissidents du Tamaulipas, d'après le dire

de l'officier, ont combattu aux cris de « Mort à Maximilien ! — Vive Jules Favre ! » Ce nom d'un politicien français, devenu un cri de guerre chez nos ennemis, est un fait qui se passe de commentaires. Mais je dois ajouter pour rattacher ce fait à ce qui se dit au sujet de l'appui sur lequel comptent les Américains de la part de l'opposition en France, que le Tamaulipas est jointif du territoire occupé par l'armée américaine qui, par conséquent, outre qu'elle procure à ces dissidents des armes, des hommes, etc., elle leur inspire encore ce cri de guerre significatif.

« Le langage hardi que vient de tenir le président Johnson en nous lançant, pour ainsi dire sous une forme voilée, un défi à échéance, préoccupe actuellement les esprits au plus haut degré.

« Chacun se demande avec anxiété comment la France acceptera les prétentions du peuple qui lui doit son émancipation et si elle ne cherchera pas à profiter de l'occasion, qui est belle encore, pour faire prévaloir les grandes lignes de la politique napoléonienne. » (Il s'agit évidemment ici de la pensée qu'avait eu l'Empereur de soutenir le Sud.) « Chacun comprend que l'occasion sera peut-être unique et qu'attendre même une année, ce serait compromettre un succès qui aujourd'hui ne saurait être douteux.

« La Confédération traverse, en effet, une période difficile, son mécontentement est manifeste, son dépit n'est point encore apaisé.

« Plus tard, et ce ne sera peut-être pas long dans un pays où une activité prodigue est à l'ordre du jour, plus tard, dis-je, des intérêts nouveaux se seront créés, l'esprit public sera changé par les flots d'immigration déversés à la fois de l'Europe et du Nord des Etats-Unis, il sera plus difficile, sinon impossible, de réveiller dans cette portion de la grande République le parti qui, malgré la solution définitive donnée à la question de l'esclavage, en aurait aujourd'hui profité probablement pour soi dans un conflit avec le Nord, si un appui matériel de la France venait à leur secours. »

Cette envolée de philosophie politique dût produire dans la pensée du Gouvernement français, et surtout de Napoléon III, une impression profonde. Si Napoléon III avait cru pouvoir la communiquer à la France elle-même, celle-ci l'aurait comprise et aurait relevé la tête. Mais hélas ! les Américains qui ne voulaient pas la guerre, même encore moins que nous, savaient bien que les alliés qu'ils avaient au corps législatif valaient pour eux l'armée et la marine qu'ils n'avaient pas alors pour tenir tête à l'amour-propre français, blessé par leurs menaces non déguisées.

J'ai tenu à reproduire ces considérations si justes et si habilement formulées par le Maréchal pour éclairer son Gouvernement et lui assurer l'indépendance dans les décisions qu'il jugerait nécessaire de prendre. Je dois ajouter d'autres indications que j'ai recueillies personnellement sur le fond réel des sentiments américains à l'égard de la possibilité d'une guerre. Ces indications résultent des entretiens nombreux que j'eus alors à Mexico avec des personnalités américaines importantes, très qualifiées pour formuler des appréciations sûres et fondées. Voici leur langage :

« Comment en France et vous-mêmes ici, pouvez-vous admettre que les Américains aient la pensée arrêtée de vous déclarer la guerre ? Soyez logiques. Vous prétendez toujours que nous n'adorons que le « Dieu Dollar » ! Raisonnez donc d'après cette conception. Les Etats-Unis, et vous le reconnaissez vous-même très justement, ont sur les mers une flotte de commerce dix fois plus nombreuse que la vôtre et comme vous disposez d'une flotte de guerre beaucoup plus puissante que celle que nous avons, vous ferez à notre marine marchande un mal considérable et à notre commerce un préjudice énorme. En admettant même que nos forces militaires navales soient égales, vous nous détruirez logiquement dix fois plus de bâtiments que nous détruirons des vôtres : par conséquent notre commerce subira pour le moins dix fois plus de pertes que celui de la France, ce qui serait pour nous

désastreux. Et quel avantage trouverions-nous à faire de pareils sacrifices, en admettant même que nous ayons le dessus dans la lutte, ce qui, du reste, est problématique ? Serait-ce celui d'absorber le Mexique ? Cela ne vaudrait pas nos sacrifices ; d'autant que nous n'aurions pas un grand intérêt à le conserver puisque nous n'avons pas tenu à le faire à la suite de notre précédente guerre avec ce pays. Du reste, nous lui avons déjà acquis les provinces qui pouvaient nous convenir.

« Il faut bien remarquer, en outre, qu'alors que vous conserveriez une situation prépondérante quelconque au Mexique, nous y trouverions toujours, nous aussi, un avantage considérable sans y avoir aucune charge. Vous feriez tous les frais de régénération du pays, vous en développeriez la richesse, vous en tireriez profit, c'est certain ; mais nous aussi, en raison de notre proximité.

« Vous voyez bien que n'ayant pas d'avantages à vous faire la guerre, devant subir, au contraire, des pertes considérables, nous nous en tiendrons au culte du « Dieu Dollar ». Il est vrai qu'on tient, aux Etats-Unis, à l'application de la doctrine Monroë, mais il ne faudrait pas qu'elle nous coûtât trop cher. Le Gouvernement de Washington fera tout ce qu'il pourra pour vous intimider, vous dégoûter de votre entreprise et vous faire quitter le Mexique, mais il n'ira jamais jusqu'à la guerre. »

Ces considérations étaient justes, d'une sagesse prudente et conforme à l'esprit pratique des Américains. C'était le bluff mis politiquement au service du dollar !

Le Gouvernement français ne l'ignorait pas, sans doute, mais la nation française l'ignorait assurément et il se trouvait au Parlement des avocats qui s'attachaient à le lui cacher, grâce encore au Dieu Dollar qui avait passé la mer.

Quelque sévère que puisse être le jugement que comporte la politique sourde du Gouvernement américain, on doit reconnaître que celle-ci était une arme à deux tranchants qui pouvait devenir très dangereuse pour celui qui l'employait.



Du reste, beaucoup d'esprits clairvoyants autour du Gouvernement même le jugeaient ainsi; nous en avons eu des preuves rendues publiques par des lettres publiées dans les journaux français de Mexico.

D'un autre côté, aux Etats-Unis, on se préoccupait aussi de cette affaire et ce qui manquait absolument de loyauté, on faisait courir le bruit à New-York et à Washington qu'on consentirait, contre certaines concessions, l'abandon de la Sonora peut-être, à reconnaître l'Empire après le départ des troupes françaises. On laissait même entendre cette mauvaise plaisanterie d'une manière presque officielle. C'est bien plutôt à Juarez qu'on aurait extorqué la Sonora sous le prétexte de se rembourser de l'emprunt qu'à New-York on faisait souscrire en faveur de sa cause : car la déesse *Buzeness* pas plus que le dieu *Dollar*, son cousin, ne perd jamais ses droits.

Je retrouve une combinaison analogue, mais en sens inverse, formulée par le Maréchal, dans son rapport du 28 décembre où, en vue d'un compromis peut-être possible, il disait : « Si, au lieu de céder le pas aux Américains nous les amenions, au contraire, à reconnaître l'Empire avant le retrait de nos troupes, notre départ pourrait être possible à une époque relativement prochaine et on pourrait peut-être s'y engager en échange de la reconnaissance de l'Empire. »

Il est probable que cette solution de pis-aller n'a pas souri à Paris, et je le comprends sans peine, car elle n'aurait certainement pas été accueillie à Washington.

Le vent était donc à la guerre extérieure, à l'invasion, et il recommençait à souffler à la guerre intérieure en raison de la persistance de Juarez qu'alimentaient des appuis de toutes sortes. En présence de ces redoutables perspectives, quels étaient les moyens de défense de l'Empire ? Une armée nationale qui attendait toujours sa réorganisation, une armée étrangère qui se désagrégait en partie et qui, la légion autrichienne surtout, perdait le prestige qu'elle aurait dû conserver; enfin l'armée française toujours redoutable mais qui,

régulièrement, devait commencer à reprendre le chemin de la France en vertu des conventions de Miramar.

Maximilien avait paru comprendre la gravité de la situation; mais, au lieu de se mettre immédiatement à l'œuvre pour y remédier, il eut la naïve inspiration de s'adresser encore à Napoléon III pour le tirer d'embarras. Dès le mois d'octobre, il demanda au Gouvernement français de réviser certaines clauses du traité de Miramar, c'est-à-dire l'ajournement des rapatriements échelonnés de nos troupes et la continuation par la France du paiement de ces troupes ainsi que tous les frais des opérations qu'elles auraient à entreprendre au Mexique. Il faut reconnaître qu'à ce moment les relations avec les Etats-Unis n'étaient pas encore devenues trop menaçantes; mais, d'autre part, il convient de considérer que le moment était mal choisi, alors que Maximilien venait de faire à M. Langlais un accueil qui devait soulever le mécontentement à Paris et faire repousser toute faveur financière, puisqu'on se refusait à améliorer l'état des finances. En outre, les déclarations presque impertinentes du premier ministre à l'égard de l'intervention française avaient fort déplu en France. La série noire des mesures vexatoires dont j'ai fait connaître des échantillons et surtout l'attitude agressive de l'Empereur contre le Maréchal, avaient fait la plus mauvaise impression à Paris. Aussi le Gouvernement opposa un refus formel à ces prétentions.

L'Empereur Napoléon, depuis longtemps, contenait sa mauvaise humeur bien naturelle à l'égard de l'Empereur Maximilien dont rien ne pouvait modifier le caractère et les habitudes déplorables dans sa manière de gouverner et qui s'obstinait à résister à l'impulsion et aux supplications de son premier représentant au Mexique. Aussi commença-t-il à perdre patience et à laisser voir son mécontentement, ainsi qu'en témoigne sa lettre de fin de novembre, au Maréchal.

« ... Il est indispensable, disait-il, que je prenne des mesures énergiques...; en attendant, mettez tous vos soins à organiser l'armée mexicaine, afin que nous puissions, dans